

# Ce que les entreprises disent...



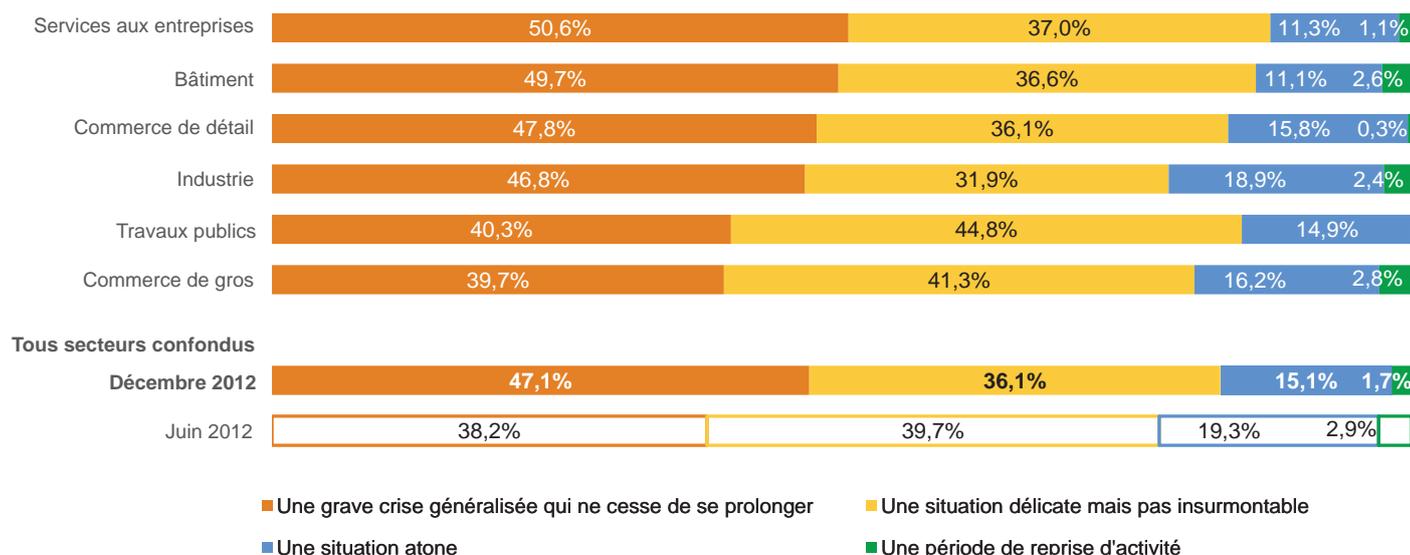
## DES EFFETS DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE ACTUELLE

Enquête décembre 2012

Chaque semestre, les Chambres de commerce et d'industrie de Champagne-Ardenne enquêtent les chefs d'entreprise sur la conjoncture économique régionale. Soucieux des impacts économiques et financiers actuels auxquels doivent faire face les entreprises de notre territoire, nous avons souhaité prolonger le travail lancé depuis fin 2008 afin de connaître la perception de l'environnement actuel et futur des chefs d'entreprise. Ainsi, nous leur avons proposé de répondre à des questions concernant entre autres, le contexte concurrentiel, les mesures prises pour s'adapter à la conjoncture actuelle mais aussi des questions relatives au financement de leur entreprise.

### ► Dégradation du contexte économique

Selon vous, le contexte économique actuel marque-t-il :



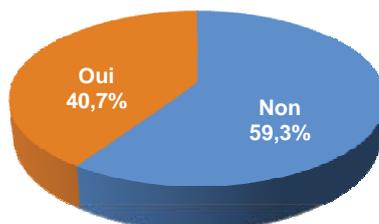
La situation économique apparaît difficile pour plus de huit entreprises sur dix. Ce sont même 47,1 % des chefs d'entreprise qui qualifient le contexte économique comme le prolongement d'une situation grave et généralisée contre 38,2 % six mois plus tôt. Cette dégradation touche plus particulièrement les services aux entreprises (50,6 %) et le bâtiment (49,7 %). En parallèle, 36,1 % des chefs d'entreprise estiment que la situation économique actuelle est « délicate, sans pour autant la qualifier d'insurmontable ».

Notons que 15,1 % des dirigeants considèrent la situation économique actuelle « atone » et 1,7 % d'entre eux aperçoivent des signes d'amélioration (plus particulièrement dans les secteurs du commerce de gros, du bâtiment et de l'industrie).



## ► Vers un changement de modèle économique ?

Assiste-t-on à un changement de modèle économique :



Près de 60 % des entreprises répondantes estiment que le modèle économique n'a pas évolué (65 % en juin 2012). Toutefois, parmi les entreprises évoquant un changement de modèle, les commerçants font part de la croissance du e-commerce au détriment du commerce traditionnel.

Pour certains industriels, la concurrence se renforce du fait notamment de la mondialisation. De manière plus générale, certains entrepreneurs mettent en avant le développement d'une vision à court terme de l'activité économique (réduction des délais, manque de visibilité à moyen et long termes...).

## ► Des positions concurrentielles modifiées

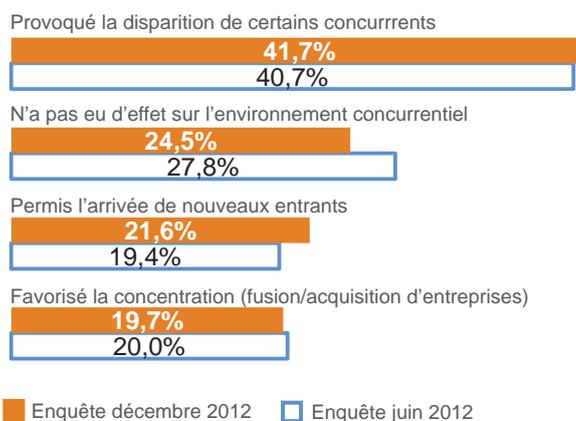
La majorité des dirigeants champardennais estiment que le contexte économique actuel a modifié l'environnement concurrentiel, moins d'un quart des entreprises ne signalant aucun impact.

Soulignons que 13 % des entreprises du bâtiment et 16 % des entreprises de travaux publics considèrent que les positions concurrentielles n'ont pas connu de modification. A l'inverse, cette part est de 34 % dans le commerce de détail.

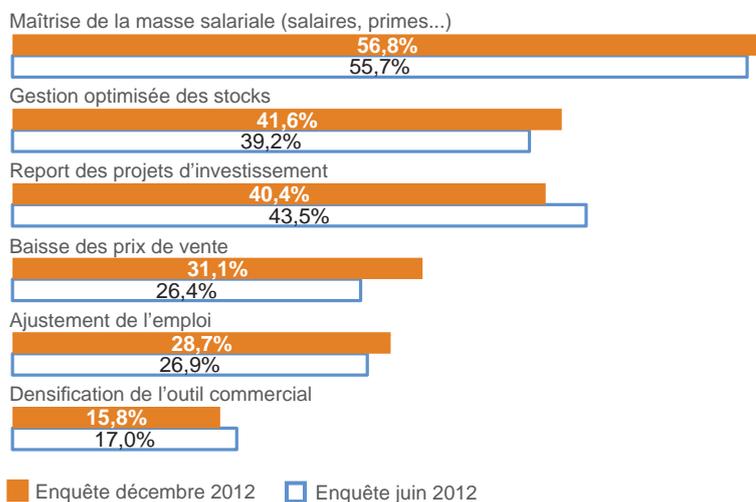
Pour près de 42 % des dirigeants, la conjoncture du moment a provoqué la disparition de certains concurrents.

Pour 21,6 % des entreprises, cette période a également permis l'arrivée de nouveaux entrants et 19,7 % des entreprises témoignent d'une plus grande concentration (fusion/acquisition d'entreprises).

Sur votre marché, la conjoncture du moment a selon vous :



**Quelles principales mesures avez-vous prises pour vous adapter à la conjoncture actuelle :**



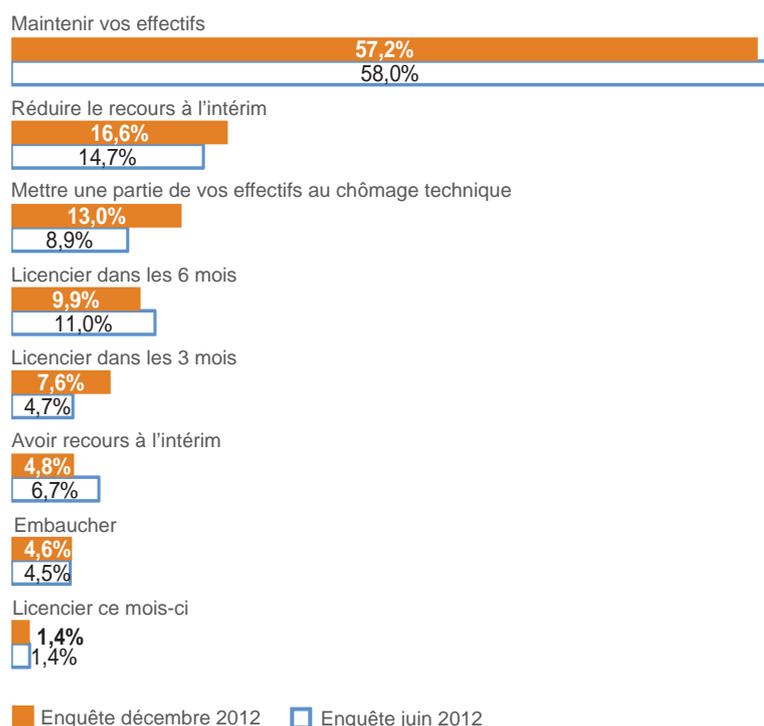
## ► Maîtrise de la masse salariale, principale mesure pour s'adapter au contexte actuel

Pour faire face à ce contexte économique, plus d'un chef d'entreprise sur deux privilégie la maîtrise de la masse salariale (salaires, primes...). Notons que 41,6 % des dirigeants ont mis en place une gestion optimisée des stocks en vue de réduire les coûts affiliés.

Ce sont également plus de quatre entreprises sur dix qui, face à une demande qui reste fragile, optent pour un report des projets d'investissement.

Près d'un tiers des entreprises baissent leurs prix de vente dans le but d'accroître les volumes de vente. Aussi, en vue d'aborder de nouveaux marchés, 15,8 % des dirigeants souhaitent densifier leur outil commercial.

**En matière d'emploi, si la conjoncture devait persister, avez-vous l'intention de :**



## ► Maintien des effectifs pour la majorité des entreprises

En matière d'emploi, si la conjoncture devait persister, 57,2 % des dirigeants maintiendraient leurs effectifs, soit une proportion similaire à celle constatée lors de l'enquête de juin 2012.

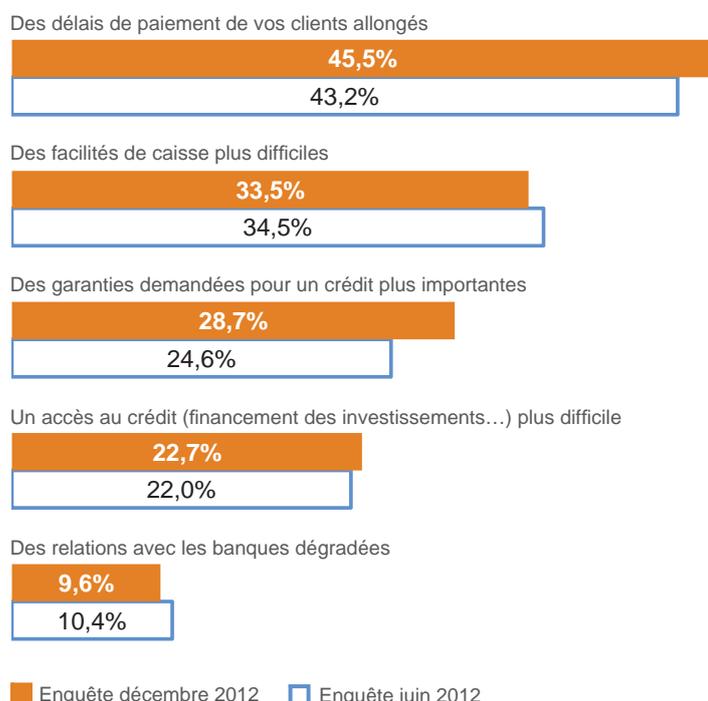
Dans cette période d'incertitude, l'intérim apparaît une nouvelle fois comme la première variable d'ajustement. Ainsi, près de 17 % des entrepreneurs pourraient réduire le recours au travail temporaire (14,7 % il y a six mois).

Le recours au chômage technique est envisagé par 13 % des chefs d'entreprise contre 8,9 % auparavant. Cette mesure concerne davantage les industriels (26 %).

Soulignons aussi que 17,5 % des entreprises anticipent des licenciements dans les trois à six mois à venir (soit près de deux points de plus en six mois).

## ► Des délais de paiement qui tendent à s'allonger

Au cours du second semestre 2012, vous avez constaté :



Au cours du dernier semestre 2012, les délais de paiement des clients se sont allongés pour 45,5 % des entreprises. Comme en juin 2012, ce phénomène touche plus particulièrement le secteur du commerce de gros (62,5 %).

Si les relations avec les banques n'ont pas évolué pour la majorité des entreprises (moins de 10 % des entreprises évoquant une dégradation des relations), on note toutefois qu'un tiers des entreprises constatent un durcissement des conditions bancaires en lien avec les facilités de caisse.

Dans le même temps, 28,7 % des entreprises font face à une hausse des garanties demandées par les banques pour l'octroi d'un crédit (financement des investissements...) et, plus globalement, 22,7 % témoignent d'un accès au crédit plus difficile.

## ► La banque reste l'intermédiaire privilégié pour le financement

Au cours du premier semestre 2013, peu d'entreprises utiliseraient d'autres outils de financement que le système de prêt bancaire (moins de 20 % des entreprises).

Dans le but d'optimiser la gestion de la trésorerie, 11,3 % des entreprises seraient prêtes à utiliser le recouvrement de créances (15,8 % dans le secteur industriel).

Parmi les autres formes de financement, certains chefs d'entreprise ont notamment évoqué la possibilité de réaliser un apport personnel.

Pensez-vous utiliser d'autres formes de financement au cours du premier semestre 2013 :

